

Sabine Masson

**Violences
contre les femmes
et résistances féministes
dans le conflit armé
colombien**

L'exemple de la Ruta Pacífica
de las Mujeres

Editions T'Okup!

Contenu

Introduction	3
La violence contre les femmes dans le conflit armé colombien	7
Résistances civiles féministes: la Ruta Pacífica de las Mujeres	16
Appel à la solidarité avec la Ruta Pacífica de las Mujeres	21
Notes	24
Pour plus d'informations	27

*Ce qui est illicite
C'est la Guerre
Le Déplacement,
Le Déracinement,
Les Fumigations,
La Destruction et
La Peur*

Déclaration du mouvement de femmes contre la guerre
dans sa mobilisation vers le Putumayo, 25 Novembre 2003

Le texte présenté dans cette brochure reprend une intervention de son auteure réalisée en février 2007 dans le cadre d'un débat organisé par l'espace autogéré de Lausanne sur le conflit colombien et le problème de la paramilitarisation. Il n'a aucune visée exhaustive sur la situation politique de ce pays mais voudrait y livrer un point de vue particulier: celui d'un regard féministe sur les logiques de guerre.

Il est aussi le produit d'une rencontre avec des membres de la Ruta Pacífica de las Mujeres lors d'un court voyage à Bogotá en décembre 2006 et de l'envie de faire connaître l'analyse et l'action de cette organisation féministe anti-guerre et anti-(para)militariste. Le point de vue et la position de cette organisation est une réponse parmi beaucoup d'autres, mais elle comporte à mon sens un triple intérêt:

1) elle reflète un très large mouvement de femmes de base non mixte composé de plus de 315 organisations et groupes de femmes dans huit régions (Santander, Valle del Cauca, Risaralda, Cundinamarca, Putumayo, Antioquia, Chocó y Cauca);

2) elle exprime une analyse critique originale et politiquement indépendante d'un mouvement social féministe, en particulier sur les effets spécifiques de la (para)militarisation et de la violence armée sur les femmes¹;

3) elle fait partie d'une vague de nouvelles luttes sociales nées dans les années 1990 et qui élargissent le spectre des acteurs, des revendications et des modes d'action politiques, notamment autour des questions de genre, des ressources naturelles et des droits des peuples indigènes².

Comme ces autres luttes, la Ruta Pacífica de las Mujeres résiste au contrôle économique et militaire du territoire et des populations civiles et fait front dans le contexte actuel de politiques néolibérales et sécuritaires du gouvernement Uribe. Les éléments de ce contexte sont un modèle ultra-libéral de dérégulation de l'économie, un renforcement de l'ingérence économique et militaire nord-américaine, l'accroissement de la paramilitarisation et la criminalisation des luttes sociales. Tout cela derrière un discours manipulateur et démagogue niant le conflit armé interne, évoquant la démocratie, la paix et le dialogue. La "résolution" du conflit par le gouvernement Uribe procède en réalité à l'institutionnalisation de nouvelles formes de paramilitarisme et passe par la répression de toute forme d'opposition à l'Etat, stigmatisée comme "terroriste" ou "anti-démocratique". Pendant ce temps, la croissance économique se concentre aux mains des monopoles et corporations transnationales que le gouvernement (dont plusieurs membres se comptent parmi les riches spéculateurs) soutient activement à travers la signature de traités de libre échange, alors que la Colombie demeure identique à celle qui avait vu surgir la guerrilla: un pays d'extrême concentration de la terre et des richesses. Ces mêmes multinationales et familles de la grande industrie, colombienne et internationale, financent des forces paramilitaires (et en particulier le puissant bloc des AUC³), où elles trouvent une sous-traitance

efficace pour la répression des organisations syndicales. Depuis 2005 et les révélations de l'ex-dirigeant des AUC Salvatore Mancuso, le vrai visage du gouvernement Uribe apparaît au grand jour: infesté de collusions entre les divers pouvoirs de l'Etat, l'armée et les paramilitaires. A la fin 2006, le scandale de la parapolitique éclate, impliquant une douzaine de membres du Congrès, dont Álvaro Araujo Castro, frère de la ministre des affaires étrangères, et rendant publics les liens entre la famille directe de Uribe, les AUC et le narcotraffic. Face à ces accusations, le président est demeuré évasif, se bornant à répéter que le paramilitarisme en Colombie est mort et que sa politique de démobilisation est un succès. Dans le même temps, le Mouvement National des Victimes dénonce actuellement un processus de réarmement de plus de 500 anciens chefs des AUC dans le département du Putumayo, qui tout en semant la terreur contre la population locale, réclame les bénéfices du programme de réinsertion du gouvernement dans le cadre de la loi de Justice et de paix⁴.

Enfin, l'éclairage apporté par la Ruta et les résistances civiles féministes contre la guerre et la (para)militarisation s'inscrit dans une réflexion plus large commune à d'autres mouvements de femmes et féministes luttant contre les logiques patriarcales de la guerre (en Palestine, en Irak, en Afghanistan, au Guatemala, au Chiapas, etc.). Avec toutes ses spécificités, le contexte colombien a de commun avec d'autres conflits armés la conversion du corps des femmes en champ de bataille et son instrumentalisation comme arme et tactique de guerre. Pour la Ruta, la guerre est le produit d'un système patriarcal et capitaliste et le terrain de l'exacerbation de la violence patriarcale à l'égard des femmes présente en tout temps. La guerre s'appuie sur des inégalités de genre et les renforce, et produit également des formes de *violences spécifiques* à l'égard des femmes. Le corps et la sexualité des femmes incarnent le butin de guerre et deviennent le territoire d'affrontements entre parties adversaires.

Cette violence spécifique n'est pas intrinsèque à la guerre mais la conséquence d'une conception patriarcale qui réduit les femmes à leur sexe et les assigne à la reproduction. A partir de cette analyse, la Ruta dénonce la mainmise sur le corps des femmes et la violence sexuelle chez *tous* les acteurs armés, bien qu'elle mette clairement en évidence son aspect massif et systématique parmi les organismes (para)militaires et policiers.



1. La violence contre les femmes dans le conflit armé colombien

► La violence sexuelle: une arme de guerre construite en temps de “paix”

Le contrôle de la sexualité des femmes est au cœur du système patriarcal. En continuité avec diverses formes d’appropriation du corps des femmes, la violence sexuelle est une constante dans la vie des femmes. Elle contraint les femmes, par le passage à l’acte ou la menace, à se priver de toute autonomie sur leur propre corps. Présente de manière exarquée dans l’espace “privé”, familial et du couple, la violence sexuelle, est de manière générale fortement tolérée et peu dénoncée. En temps de guerre, elle devient le moyen de contrôle du corps des “femmes de l’ennemi” et se convertit donc en arme de guerre. Mais la banalisation de la violence sexuelle en temps de “paix” a pour conséquences l’énorme difficulté de reconnaissance de sa fonction stratégique et politique dans les conflits armés et de son caractère de crime de guerre au même titre que d’autres formes de torture⁵. Dans le contexte colombien, on retrouve ce même mécanisme. L’invisibilisation sociale de la violence sexuelle comme arme et crime de guerre se retrouve dans le manque de données: il y a peu de plaintes, peu d’enquêtes et donc peu de chiffres disponibles. A ce problème s’ajoute celui de la “revictimisation”: les rares femmes qui dénoncent la violence sexuelle sont pointées du doigt comme partie prenante d’un bord ou de l’autre du conflit, victimes de menaces ou de traitements dégradants.

En dépit de cela, quelques données permettent néanmoins de se faire une idée du problème. D’abord, dans neuf cas sur dix, les crimes sexuels de guerre prennent pour cible des filles et des femmes. Depuis la fin des années 1990,

la violence sexuelle n'a cessé de s'accroître dans tout le pays. Un recensement de 2004 fait état de 65 cas de violence sexuelle perpétrée par les forces armées (toutes forces confondues, mais les principaux agresseurs sont la police et les militaires)⁶. Les modes de la violence sexuelle dans le conflit expriment le mépris social du corps des femmes et la mainmise des hommes sur celui-ci, ainsi que la normalité de leur exploitation domestique et sexuelle. "Des groupes d'hommes armés séquestrent les femmes et les maintiennent en détention durant un temps dans des conditions d'esclavage sexuel, les soumettent à des viols et les obligent à réaliser des tâches domestiques. Sont choisies les femmes qui ont de la parenté avec l'autre clan. Après avoir été violées, certaines femmes ont été mutilées sexuellement avant d'être tuées"⁷. Comme dans le cadre familial habituel, les femmes sont définies par leur appartenance aux hommes (en l'occurrence, aux hommes du clan ennemi), et les tortures qu'elles subissent sont déterminées par cette condition de genre. La fonction de la violence sexuelle dans le conflit repose également sur des pratiques et représentations patriarcales de tous les jours, où le corps des femmes est l'enjeu de conquêtes masculines. Dans la guerre, cet enjeu se déplace vers le terrain militaire. "Leurs corps étant considéré et traité comme territoire de conquête par les acteurs armés, les motifs pour lesquels les femmes sont la ligne de mire sont divers: semer la terreur dans les communautés, faciliter l'imposition du contrôle militaire, obliger les gens à fuir leurs foyers et ainsi parvenir au contrôle du territoire, se venger des adversaires, accumuler des "trophées de guerre" et les exploiter comme esclaves sexuelles. (...) Les viols et autres délits sexuels, comme la mutilation génitale, sont des pratiques fréquentes des forces de sécurité et de leurs alliés paramilitaires et font partie du répertoire des tactiques de terreur employées contre les communautés situées dans des zones de conflit et accusées de collaborer avec la guerrilla. Ces tactiques sont conçues pour provoquer le déplacement de masse et rompre les liens, présumés ou réels, entre ces communautés et les forces des

guerrillas. Dans ce contexte, l'impunité dont jouissent les auteurs de ces délits n'est pas accidentelle mais fait partie de la stratégie contre-insurrectionnelle⁸. En semant la terreur et en exploitant les femmes pour obtenir des objectifs militaires, ils ont converti leurs corps en champ de bataille⁹. Enfin, la violence de guerre n'est pas détachée des autres formes de violence à l'égard des femmes. En effet, la violence sexuelle augmente en rapport avec le conflit, mais elle augmente parallèlement dans tous les espaces, aussi bien privés que publics. C'est-à-dire que la logique patriarcale générale, à l'oeuvre dans le conflit et exacerbée par lui, est en définitive renforcée dans tous les domaines par la logique de guerre. La majorité des cas de violence sexuelle continuent d'ailleurs d'avoir lieu dans le cadre de la famille ou sont perpétrés par un homme connu de la victime¹⁰. Enfin, la plupart des cas de violence sexuelle restent impunis et cette agression est considérée "non politique" et donc ignorée dans les négociations autour du conflit.

► La violence de genre et le contrôle moral

La violence sexuelle est un aspect saillant et particulièrement significatif de la violence spécifique à l'égard des femmes en temps de guerre. Mais la violence de genre est plus large et diffuse. Les femmes sont victimes d'homicides, d'enlèvement, de torture, de menaces, mais font aussi l'objet d'un contrôle de leur affect et de leurs moeurs par les acteurs armés. Elles peuvent par exemple être stigmatisées parce qu'elles ont des relations affectives avec l'un ou l'autre acteur armé. Ceux-ci commettent des délits contre les femmes dans le but de ratifier leur pouvoir politique, mais aussi leur pouvoir en tant que maris, pères, frères, etc. Leur combat pour le contrôle territorial (économique, politique, administratif, etc.) des régions s'accompagne dès lors d'un contrôle social et moral sous la forme de l'imposition de normes de conduite dont les

femmes sont les cibles privilégiées: “le contrôle de la conduite des femmes, spécialement par rapport à leur sexualité, est une stratégie-clé des groupes armés. La guerrilla et les groupes paramilitaires ont tenté d’uniformiser les vêtements des femmes et d’interdire ceux qu’ils considèrent provocants. Porter des vêtements qui exposent le corps au regard des hommes, avoir des relations sexuelles hors du mariage, exercer la prostitution ou simplement exprimer de l’autonomie et ne pas avoir de partenaire masculin, peut être pour une femme la cause des persécutions et châtiments les plus atroces de la part des groupes armés”¹¹. Pour les femmes indigènes et noires, cette violence de genre se double d’une violence raciste, et l’agression de leurs corps est aussi la marque de l’agression culturelle contre leur peuple¹².

► Genre et déplacement forcé à l’intérieur du pays

Plus largement encore, l’appartenance de genre détermine une manière différenciée de vivre le conflit et d’en subir les conséquences. En Colombie, 3,7 millions de personnes se trouvent actuellement dans une situation de déplacement à l’intérieur du pays¹³. Le déplacement est une stratégie de guerre, mais aussi un moyen de survie par la fuite. Le déplacement massif de populations n’a pas cessé ni durant ni après la “démobilisation”¹⁴ et génère une tendance à l’urbanisation du conflit: 47% de la population déplacée se concentre dans une trentaine de grandes villes qui deviennent le nouveau terrain d’affrontements armés. Or les femmes et les enfants sont majoritaires parmi les populations déplacées. Les femmes sont aussi majoritairement uniques responsables de famille dans les situations de déplacement. Près de la moitié des foyers en déplacement sont dirigés par des femmes cheffes de famille. De plus, la situation de déplacement renforce les inégalités de genre dans tous les domaines: la santé, l’éducation, le revenu sont d’autant plus

inaccessibles pour les femmes en situation d'extrême précarisation liée au déplacement. Le déplacement renforce également la division sexuelle du travail, ainsi que le poids général du travail domestique et du travail informel pour la survie de la famille. Enfin, la violence intrafamiliale dans les situations de déplacement augmente (47% dans les foyers en général contre 62% dans les foyers déplacés)¹⁵. Parmi les causes du déplacement, l'on retrouve la violence sexuelle et la peur constante de représailles et de répétition de cette violence.

► **“Démobilisation” paramilitaire et violence contre les femmes**

La démobilisation des groupes paramilitaires est le leitmotiv de la politique de “paix” du gouvernement Uribe. Processus entamé en 2002, la “démobilisation” s’est accompagnée de la poursuite voire du renforcement de la violence armée, mais désormais à travers la légitimation, l’institutionnalisation et la légalisation des organisations paramilitaires, qui ont bénéficié de la grâce et de l’amnistie et sont maintenant reconnus comme acteurs politiques dans le cadre des négociations¹⁶. Cette politique de “démobilisation” favorise en réalité l’impunité et viole le droit des victimes à la vérité, à la justice et à la réparation, et laisse bien sûr la question de la violence sexuelle entièrement dans l’ombre. De quelle démobilisation parle-t-on donc? se demande la Ruta Pacífica. En effet, pour le seul mois de juin 2006, l’organisation féministe recensait 55 cas de femmes victimes de violations des droits humains (assassinats, viols, menaces, disparitions) et dont les auteurs présumés sont des paramilitaires “démobilisés”¹⁷. En trois ans de “démobilisation”, ce type de violences a sévi dans neuf départements, où 334 femmes et filles ont été menacées, portées disparues, assassinées, torturées ou violées par des (ex)-paramilitaires. Pour la seule année 2005, on recensait 220 femmes décédées pour des motifs sociopolitiques (toutes forces armées confondues). Quant

aux viols, ils ne sont pour ainsi dire jamais dénoncés. La Ruta rejette donc en bloc le discours de la “démobilisation”, car il désresponsabilise l’Etat alors que les paramilitaires sont une création de celui-ci, et parce qu’il nie le fait que les paramilitaires maintiennent un contrôle économique, territorial et politique sur les populations civiles, même sans uniformes, même sans armes. Par contre “ils font les choses de manière plus occulte (...) et l’Etat leur donne à manger”¹⁸. Dans les départements de Santander, du Chocó, de Medellín et de Cartagena, les paramilitaires “démobilisés”, reconvertis en agents de sécurité privée ou publique, font un travail de “nettoyage social” contre les femmes et les hommes engagés politiquement, mais aussi contre les travailleuses du sexe et les vendeuses ambulantes. Dans ce dispositif contre-insurrectionnel légalisé, les femmes font l’objet de stratégies de séduction et du harcèlement sexuel afin de soutirer de l’information des familles politisées prétendument proche des FARCS¹⁹. Les groupes “démobilisés” maintiennent la terreur sur les femmes et les filles dans les villages qui n’osent plus sortir, vendre, acheter, parler, participer à des fêtes, qui se font violer pour avoir été vues en présence d’un homme présumé de la guerrilla. Les groupes de “démobilisés” développent également le commerce de l’exploitation sexuelle dans les villages.

► La Loi de “Justice et paix” et l’impunité des crimes de guerre

Dans le cadre de la politique de “réconciliation nationale” du gouvernement Uribe a été introduite en 2005 la “Loi de Justice et de paix” (Loi 975). Cette loi qui prétend définir les termes d’un processus de paix est également rejetée par La Ruta, car elle viole les standards internationaux sur les droits des victimes à la vérité, à la justice et à la réparation, ainsi que le droit à la non-répétition des crimes commis. La Ruta s’indigne contre une politique démagogue

annonçant la paix et la justice alors même que le conflit continue, ainsi que la violation systématique des droits humains. La loi 975 nie la réalité du conflit et blanchit les criminels de guerre: elle réduit considérablement les peines pour les responsables de violences et de massacres, octroie des amnisties et cela sur simple parole des tortionnaires, sans garantir l'écoute aux victimes. La violence de genre et la violence sexuelle restent impunies: 95% des paramilitaires sont absouts, aucune enquête n'est ouverte, aucune mesure de protection à l'égard des femmes n'est prise lors de la libération des paramilitaires. Pour la Ruta, la Loi 975 est un instrument en faveur des Autodefensas Unidas de Colombia (AUC)²⁰ et des autres forces paramilitaires.

► Politique de "sécurité démocratique" et l'insécurité pour les femmes

L'autre visage du gouvernement Uribe c'est sa politique de "sécurité démocratique". La "démobilisation" paramilitaire s'accompagne d'un processus de "sécurisation" de la société dans le but de "rétablir l'Etat de droit", ce qui revient à renforcer la présence militaire, principalement dans les régions rurales pauvres et stigmatisées comme "dangereuses". La table ronde "Femme et conflit armé" (un espace de réflexion composé de diverses organisations de femmes anti-guerre) dénonce dans son quatrième rapport (2003/2004) les effets violents de ce renforcement militaire qui exacerbe les pratiques patriarcales. La stratégie sécuritaire n'est qu'une prolongation de la guerre sous d'autres uniformes et ne garantit aucunement l'intégrité des femmes. Au contraire, pour l'Organisation Féminine Populaire (OFP)²¹, la "sécurité" passe par une transformation globale des conditions de vie et devrait signifier la possibilité "d'être libre, autonome, heureuse, pouvoir penser, pouvoir être mère, pouvoir se promener dans la rue, avoir accès à l'éducation, la santé, un logement, un travail, pouvoir aimer"²². Pour l'Association Nationale des Femmes Rurales, Noires et Indiennes (ANMUCIC) la "sécurité" n'a pas

non plus de sens si elle ne signifie pas l'accomplissement de l'intégralité des droits, dont le droit à la terre et à la reconnaissance culturelle de leur peuple, le droit à la justice et à la réparation²³.

► **Les détentions massives**

La politique de "sécurité démocratique" se concrétise également par des opérations de détentions massives qui affectent les femmes directement : on recense plusieurs cas de femmes détenues avec leur mari ou compagnon, et des cas où toute la famille est détenue, voire toute la communauté²⁴.

► **Le confinement**

La politique sécuritaire s'exprime aussi par l'encercllement militaire de zones rurales touchées par le conflit, assurant le contrôle de territoires riches en ressources. L'isolement de ces zones implique une très forte restriction de la mobilité pour les populations qui y vivent, ainsi qu'une circulation limitée des aliments ou des médicaments. Cette situation renforce l'assignation des femmes à la sphère et au travail domestiques, ainsi que leur confinement à l'espace local rural. Pour les dirigeantes d'organisations, leur engagement politique est fortement entravé par le danger voire l'impossibilité de se déplacer, notamment à cause des pratiques de harcèlement sexuel aux barrages militaires. La politique du confinement militaire affaiblit d'autant plus les possibilités déjà précaires qu'ont les femmes de s'affirmer dans l'espace public et de participer aux divers espaces politiques et organisationnels.

► **Les retours forcés ou accélérés**

L'Etat mène également une politique de pression aux retours et à la réintégration des déplacéEs dans leur communauté. Mais parmi les femmes déplacées, seule une petite minorité désire ce retour (10% d'entre elles). En effet, l'Etat n'assure aucune prise en charge des populations retournées et ne donne aucune garantie contre les risques de répétition de la violence. Dans l'absence totale de protection de leur intégrité physique et sexuelle et sans dignité des conditions de retour, la Ruta, ainsi que les autres organisations composant la table ronde "Femme et conflit armé", se prononcent contre des retours qui mettent les femmes en danger²⁵.

► **Politique de l'impunité et violations des droits des femmes**

Les conventions internationales (ratifiées par la Colombie) sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et en particulier de la violence sexuelle comme crime de guerre, ne sont pas appliquées. Au contraire, la politique actuelle du gouvernement favorise l'amnistie pour les anciens paramilitaires coupables de violences. La majorité des actes de violence à l'égard des femmes ne font pas même l'objet d'enquêtes. Les menaces de représailles, l'absence de garanties individuelles pour les femmes et de volonté politique en vue d'enquêter, de sanctionner et de protéger, concourent à la reproduction des violences à l'égard des femmes. Les diverses recommandations des organisations internationales et humanitaires à ce sujet ne sont pas prises en compte dans les accords conclus entre les parties en conflit.

2. Résistances civiles féministes: la Ruta Pacífica de las Mujeres

Il existe en Colombie de nombreuses organisations et réseaux de femmes et féministes luttant contre la guerre, au niveau régional et/ou national. D'une part, des dizaines d'organisations féminines des secteurs populaires, ruraux et indigènes luttent au quotidien pour les droits sociaux, culturels, territoriaux et pour les droits des femmes. D'autre part, des organisations politiques féministes militent contre la guerre et pour la construction de la paix²⁶. Chacun de ces réseaux a sa propre stratégie politique, certains participant à un niveau institutionnel, notamment dans le cadre de la Commission de Réparation et de Réconciliation Nationale ou en faisant du lobbying sur la Loi 975, d'autres privilégiant l'action directe et la mobilisation sociale. Les positions divergent également dans le rapport aux FARCS et à la guerrilla, dans la priorité mise sur la lutte féministe ou la lutte des classes, enfin dans la distinction entre une position politique anti-guerre ou pour la paix.

► **La Ruta Pacífica de las Mujeres: contre la guerre et pour le changement social**

Cette dernière distinction est importante. Elle différencie des organisations cherchant des aménagements pacifiques dans le cadre du modèle de société actuel de celles qui associent la guerre avec un système social, économique, politique qu'il faut transformer. La Ruta Pacífica s'inscrit dans la seconde position: sa principale stratégie est la mobilisation sociale nationale et locale pour lutter contre une logique de guerre plutôt que d'accepter la concertation pour la paix. La Ruta se définit comme mouvement social antiguerre,

antimilitariste, de résistance civile et pacifique, et son NON à la guerre s'attaque aussi bien à l'industrie militaire qu'à la structure patriarcale du conflit et de la société. Pour la Ruta, la paix ne peut se borner au désarmement des forces en conflit, mais doit incarner la transformation radicale des structures sociales et des rapports sociaux. Dans ce sens la Ruta ne veut pas d'une paix sans dignité et met en cause les discours et négociations autour de la "paix" au beau milieu d'une évidente reproduction de la violence, de l'impunité et des inégalités sociales.

► Origines et développement de la Ruta

La Ruta est née en 1996 lors d'une première mobilisation de caravanes de femmes à travers le pays. L'initiative est venue d'une poignée de membres de l'organisation non gouvernementale La Casa de la Mujer et l'idée était d'organiser un voyage exclusivement de femmes pour aller "prendre dans leurs bras" les femmes de la région de Urabá qui vivaient à ce moment-là une vague de violences sexuelles²⁷. Cette région avait été d'abord, dans les années 1980, le coeur des mouvements armés de gauche, puis, à partir des années 1990, le haut lieu de l'institutionnalisation paramilitaire et la cible de massacres. Il est donc décidé de réaliser la première mobilisation en caravanes de quarante bus depuis les quatre coins cardinaux du pays pour la date symbolique du 25 novembre²⁸. Il s'agit d'une résistance civile de femmes jamais vue avant, massive, autonome, rebelle et surtout téméraire: il fallait vaincre la peur et le danger d'une route dont tout le monde disait qu'elle menait directement à la mort. Le but de la mobilisation était symbolique et politique: montrer la solidarité avec ces femmes, marquer une présence féminine en résistance dans une zone intégralement contrôlée par les paramilitaires, documenter et rendre publique la problématique des femmes

de cette région. Lors de cette première mobilisation la Ruta est officiellement fondée et divulgue sa première déclaration publique²⁹. Un mouvement social féministe antiguerre était né. Depuis, la Ruta organise des caravanes tous les deux ans, la dernière s'est déroulée en 2006 avec pour destination le département du Chocó³⁰. Le but de la Ruta est aussi de créer des dynamiques pédagogiques, participatives, organisationnelles et de conscientisation des femmes lors des diverses manifestations. En plus des caravanes, la Ruta met sur pied des rencontres et forums avec d'autres organisations de femmes et féministes luttant contre la guerre au niveau national et international, ainsi que des actions et des manifestations locales et nationales. Elle organise également l'accompagnement des femmes en situation de déplacement forcé et coordonne des sections locales et régionales du mouvement.



► Femmes en Noir

En 2000, La Ruta et l'OFFP ont lancé un mouvement de Femmes en Noir-Colombie, sur le modèle notamment des groupes de Femmes en Noir israéliennes et palestiniennes et en ex-Yougoslavie. Ce mouvement antiguerre et antimilitariste veut montrer l'insoumission des femmes à la peur et organise une résistance civile par l'action symbolique. Chaque dernier mardi de chaque mois, les Femmes en Noir en Colombie organisent une protestation silencieuse, vêtues de noir, dans une dizaine de villes du pays. Le corps silencieux se veut le symbole de "désobéissance et de résistance non violente contre tous ceux qui par les armes, la parole et les images incitent à la guerre, contre ceux qui convertissent le corps des femmes en butin de guerre"³¹. Elles veulent rappeler par une "dénonciation persistante", la "présence continue de la douleur" et combattre l'oubli et l'indifférence. Cette lutte pacifique n'est pas un "donné féminin", mais un effort conscient et une option politique pour transgresser la logique de la violence patriarcale.

► Quelle solution au conflit du point de vue des femmes?

La Ruta Pacífica, (qui sur ce principe de base s'accorde en général avec les autres réseaux de femmes), exige une justice de genre qui reconnaisse le caractère patriarcal du conflit, l'impact de la guerre sur les femmes et leurs besoins et revendications spécifiques. La Ruta demande une solution politique et négociée au conflit dans laquelle soient garantis: le droit à la vérité, à la justice et à la réparation, ainsi que le devoir de mémoire et de non-répétition. Elle rejette les "pardons et transitions amnésiques" et toute possibilité de réconciliation dans un contexte de militarisation et de violation des droits humains. Partant d'une éthique féministe, la Ruta met la parole

des victimes au cœur de sa conception du droit à la vérité. Le but n'est pas la victimisation des femmes, mais la mise en évidence des rapports de domination ayant permis l'atteinte de leur intégrité physique et sexuelle et la mise en place d'une action politique visant à changer cette situation. La vérité doit donc se fonder sur une analyse historique des causes et des structures sociales telles que le patriarcat, le racisme, le capitalisme, le colonialisme. Elle doit en particulier rendre visible l'utilisation du corps des femmes par les groupes armés comme arme et butin de guerre. La réparation devra donc être "intégrale", à savoir économique, politique, sociale, culturelle, symbolique, individuelle *et* collective dans le cas des communautés afrodescendantes et indigènes.

Sabine Masson

(Militante féministe et chercheuse sur l'Amérique latine)



APPEL A SOLIDARITE:

COLOMBIE : APPEL A SOLIDARITE AVEC LA RUTA PACIFICA DE LAS MUJERES

SOUTIEN AUX RESISTANCES FEMINISTES ANTI-GUERRE

En première ligne des violences de guerre, les femmes dans le conflit colombien s'auto-organisent en divers mouvements civils et politiques. La Ruta Pacífica de las Mujeres, composée uniquement de femmes et dont les orientations sont féministes, constitue une initiative importante dans ce cadre, se caractérisant par l'ampleur et la force de ses mobilisations, ainsi que par l'autonomie de ses positions. En Colombie, l'actuelle politique de « réconciliation » et de « sécurité démocratique » menée par le gouvernement Uribe organise en réalité l'institutionnalisation de la paramilitarisation du conflit et la militarisation de la vie civile et de la société colombienne. Alors que l'Etat annonce médiatiquement qu'il démobilise des paramilitaires, il offre en réalité l'amnistie à des tortionnaires et responsables de massacres, et les réhabilite à des tâches de « sécurité publique ». Pour assurer la démocratie et comme solution au conflit, il augmente la présence militaire sur les routes et dans les villages. Jamais prises en compte, les causes sociales et originelles d'un demi-siècle de conflit ne font qu'empirer sous l'effet des politiques néolibérales. La lutte contre la « guerrilla » et le terrorisme sont le prétexte à la paramilitarisation, responsable des massacres, de la persécution, du déplacement massif de populations civiles, ainsi que des assassinats, des détentions et de l'intimidation des militantEs politiques. Aujourd'hui, le nombre de déplacéEs internes en Colombie frôle les quatre millions de personnes, qui se concentrent principalement dans les villes, et vivent dans des

conditions de misère extrême et de vulnérabilité aux violences et représailles des parties armées en guerre.

Les femmes (et les enfants) sont majoritaires parmi les populations déplacées et près de la moitié des foyers en déplacement sont dirigés par des femmes cheffes de famille. Les femmes sont également la cible de violences spécifiques. Comme dans tous les conflits armés, leur corps devient un champ de bataille et se transforme en « butin » de guerre. Les violences sexuelles et l'appropriation du corps des femmes sont une arme du contrôle militaire et politique des territoires et populations dans les zones de conflit. La présence militaire et policière exacerbe les pratiques patriarcales et les violences à l'égard des femmes dans tous les espaces. La violence sexuelle n'est pas reconnue dans les accords et négociations entre les parties en conflit et la majorité des actes de violence à l'égard des femmes ne font pas même l'objet d'enquête, au contraire, la politique de grâce pour les paramilitaires expose les femmes aux représailles de leurs agresseurs. Dans les audiences faites aux paramilitaires dans le cadre du processus de « réconciliation », aucune question n'est amenée visant à établir les actes de violences contre les femmes et la violence sexuelle de manière spécifique.

Face à cette situation, est née en 1996 La Ruta Pacífica de las Mujeres, un mouvement social féministe anti-guerre. A travers des actions directes pacifiques et symboliques, par l'auto-organisation et la mobilisation populaire des femmes concernées, l'information et le débat public, elles se confrontent non seulement aux conséquences de la guerre, mais à ses causes, exigeant une transformation de la société. Une de leurs actions consiste à organiser tous les deux ans des mobilisations à travers le pays pour aller rencontrer et soutenir des femmes vivant dans des régions hautement exposées aux violences des divers acteurs armés, bravant le confinement des femmes et rendant visible leur présence et leur action dans les villes, les villages, sur les routes.

La Ruta Pacífica de las Mujeres se compose de divers sous-groupes régionaux, dont un à Bogotá qui travaille en particulier avec des femmes en situation de déplacement forcé (terme utilisé par les organisations de femmes pour désigner la fuite sous l'emprise de la persécution et de massacres). Pour renforcer l'action de la Ruta avec ces femmes dont les conditions de précarité sont insupportables, mais plus largement pour encourager et faire connaître ces résistances féministes contre la guerre, nous lançons cet appel à solidarité sous la forme d'un soutien économique à la Ruta Pacífica de las Mujeres.

Vous pouvez déposer vos dons sur le compte de l'Association Collectif Femmes en grève le 14 juin - Lausanne (réouvert pour l'occasion),

No : CCP 10-12169-9

(La récolte se poursuivra en 2008. Nous ferons suivre directement les versements à des camarades de la Ruta Pacífica de las Mujeres, sans intermédiaire).

Signataires de l'appel :

Collectif Féministe contre le Racisme

Infokiosk Féministe

SOS Asile - Vaud

Espace Autogéré

Notes

- ¹ Cette analyse n'est pas développée par la Ruta seule mais en coordination avec d'autres groupes et mouvements de femmes, notamment l'organisation non gouvernementale Casa de la Mujer, la table ronde Mujer y Conflicto Armado, le réseau Femmes en Noir-Colombie.
- ² Parmi ces luttes on trouve les mobilisations des cultivateurs/trices de feuille contre la politique d'éradication des cultures illicites, l'affirmation des luttes indigènes et afrodescendantes, comme celle du peuple U'wa contre l'exploitation pétrolière ou les résistances territoriales du Procès de Communautés Noires (PCN), les mobilisations gays et lesbiennes contre le SIDA et pour la défense de la diversité sexuelle, ainsi que des mouvements pour la défense de l'environnement et des ressources naturelles (Miguel A. Beltrán & Luisa Caruso, "Colombia: el mapa de las luchas sociales en medio del conflicto". *Contrahistorias. La otra mirada de Clío*. Año 3, Núm 5, septiembre 2005).
- ³ Constituées en 1997, les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) sont une sorte de coupole regroupant les différents groupes paramilitaires, d'extrême droite, colombiens. Elles sont responsables des principales violations des droits humains ces dernières années en Colombie et très impliquées dans une série de commerces illicites, dont celui de la drogue. Elles se sont officiellement démobilisées sous la présidence de Uribe (Réseau d'Information et de Solidarité avec l'Amérique Latine, RISAL).
- ⁴ *Prensa Latina*, « Denuncian rearme de paramilitares en Colombia », 09-08-2007.
- ⁵ Sabine Masson (1999). « Le viol en temps de guerre : crime ou bavure ? Avancées et résistances de la condamnation du viol contre les femmes. *Féminismes d'Amérique latine et des Caraïbes. Nouvelles Questions Féministes*. Vol. 20, No 3/1999.
- ⁶ Mujer y Conflicto Armado, Informe sobre violencia sociopolítica contra las mujeres, jóvenes y niñas en Colombia. Quinto Informe, 2004/2005, Bogotá, novembre de 2005, p. 111.
- ⁷ Relatora Especial de las Naciones Unidas, "Violencia contra la Mujer, sus Causas y Consecuencias" marzo 2002, in Mujer y Conflicto Armado, Informe sobre violencia sociopolítica contra las mujeres, jóvenes y niñas en Colombia. Quinto Informe, 2004/2005, Bogotá, noviembre de 2005 p. 112.
- ⁸ La stratégie contre-insurrectionnelle utilise plusieurs canaux de répression

contre les soulèvements armés révolutionnaires, notamment la tactique de briser les bases populaires, communautaires et civiles de soutien aux groupes insurgés et civiles à travers la paramilitarisation.

- ⁹ Amnistía Internacional “Cuerpos marcados, crímenes silenciados. Violencia sexual contra las mujeres en el marco del conflicto armado” octubre 2004, in *Mujer y Conflicto Armado, Informe sobre violencia sociopolítica contra las mujeres, jóvenes y niñas en Colombia. Quinto Informe, 2004/2005*, Bogotá, noviembre de 2005, p. 109.
- ¹⁰ *Mujer y Conflicto Armado, Informe sobre violencia sociopolítica contra las mujeres, jóvenes y niñas en Colombia. Cuarto y Quinto Informe, 2003/2004-2004/2005*.
- ¹¹ Corporación Casa de la Mujer. *Exigiendo nuestros derechos: mujeres en situación de desplazamiento forzado*, Bogotá, 2006, p. 10.
- ¹² *Mujer y Conflicto Armado, Informe sobre violencia sociopolítica contra las mujeres, jóvenes y niñas en Colombia. IV Informe, 2003/2004*.
- ¹³ Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento (CODHES); Corporación Casa de la Mujer. *Exigiendo nuestros derechos: mujeres en situación de desplazamiento forzado*, Bogotá, 2006.
- ¹⁴ La politique de « démobilisation » des groupes paramilitaires du gouvernement Uribe, voir point suivant.
- ¹⁵ Corporación Casa de la Mujer. *Exigiendo nuestros derechos: mujeres en situación de desplazamiento forzado*, Bogotá, 2006.
- ¹⁶ *Mujer y conflicto armado, Informe sobre violencia sociopolítica contra las mujeres, jóvenes y niñas en Colombia. V informe, 2004/2005*.
- ¹⁷ Diez años de Ruta Pacífica. *Efectos de la (des)movilización paramilitar en la vida y el cuerpo de las mujeres en Colombia. Una mirada a la situación en Santander, Chocó, Cartagena y Medellín*, p. 8.
- ¹⁸ Diez años de Ruta Pacífica. *Efectos de la (des)movilización paramilitar en la vida y el cuerpo de las mujeres en Colombia. Una mirada a la situación en Santander, Chocó, Cartagena y Medellín*.
- ¹⁹ Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, principale guerrilla du pays formée en 1964, qui regroupe entre 18.000 et 20.000 hommes, est présente dans plus de 40% des communes colombiennes et opère sur une soixantaine de fronts. (*Le Monde Diplomatique*, Cahier spécial sur l'Amérique latine, janvier 2006).

- ²⁰ Voir note 3.
- ²¹ Née dans les années 70, l'OFFP est une organisation de femmes issues de secteurs populaires qui se consacre à promouvoir les droits des femmes et de leur famille à travers des programmes de santé, les cantines populaires, l'assistance juridique, etc. (Réseau d'Information et de Solidarité avec l'Amérique Latine, RISAL).
- ²² Mesa Mujer y Conflicto Armado, informe sobre violencia sociopolítica contra las mujeres, jóvenes y niñas en Colombia. IV Informe, 2003/2004, p. 13.
- ²³ Mesa Mujer y Conflicto Armado, informe sobre violencia sociopolítica contra las mujeres, jóvenes y niñas en Colombia. IV Informe, 2003/2004, p. 8.
- ²⁴ Mesa Mujer y Conflicto Armado, informe sobre violencia sociopolítica contra las mujeres, jóvenes y niñas en Colombia. IV Informe, 2003/2004.
- ²⁵ Mesa Mujer y Conflicto Armado, informe sobre violencia sociopolítica contra las mujeres, jóvenes y niñas en Colombia. IV Informe, 2003/2004.
- ²⁶ Par exemple: la Red Nacional de Mujeres, la Mesa de Concertación de Mujeres Colombianas, las Mujeres Autoras y Actoras de Paz, la Alianza Iniciativa de Mujeres por la Paz et la Ruta Pacífica de las Mujeres.
- ²⁷ La Ruta Pacífica de las Mujeres, Bogotá, junio de 2003.
- ²⁸ Jour international de lutte contre la violence à l'égard des femmes.
- ²⁹ Disponible sur le site de la Ruta: www.rutapacifico.org.co/
- ³⁰ Département situé dans la région pacifique au Nord-Ouest du pays et qui se caractérise par une population majoritairement indigène et afrodescendante.
- ³¹ Mujeres de Negro contra la guerra, 2003. Medellín: Ruta Pacífica.

* * *

Autres brochures sur la situation en Colombie

Réforme agraire. *Nouveaux Cahiers Colombiens*,
No 1, Editions de l'Infokiosk mondial, Genève.

Afrocolombiens. Histoire et luttes. *Nouveaux Cahiers Colombiens*,
No 2, mai 2006. Editions de l'Infokiosk mondial, Genève.

Résistances urbaines en Colombie. *Nouveaux Cahiers Colombiens*,
No 3, Editions de l'Infokiosk mondial, Genève.

Contact pour les Nouveaux Cahiers Colombiens:

ceibavieja@yahoo.fr

infokiosk@no-log.org

Pour plus d'informations

La Ruta Pacífica : <http://www.rutapacifico.org.co/>

Indymedia Colombie: <http://colombia.indymedia.org/>

Photos de Jesús Abad Colorado, tirées de:

Mujeres de negro contra la guerra,

La Ruta pacífica de las mujeres, Medellín, Colombia, marzo 2003

Le texte présenté dans cette brochure reprend une intervention réalisée en février 2007 dans le cadre d'un débat organisé par l'espace autogéré de Lausanne sur le conflit colombien et le problème de la paramilitarisation. Il livre un regard féministe sur les logiques de guerre.

Il est le produit d'une rencontre de son auteure avec des membres de la Ruta Pacífica de las Mujeres lors d'un court voyage à Bogotá en décembre 2006.

Née en 1996, la Ruta Pacífica de las Mujeres est un mouvement social féministe anti-guerre et anti-(para)militariste. A travers des actions directes pacifiques et symboliques, par l'auto-organisation et la mobilisation populaire des femmes concernées, l'information et le débat public, elles se confrontent non seulement aux conséquences de la guerre, mais à ses causes, exigeant une transformation profonde de la société.

